

"Nous souhaitons l'organisation d'un référendum au Sahara occidental" (Belkhadem)



Alger,
27/09/2010
(SPS) Le président du Front de libération national (FLN) en Algérie, Abdelaziz Belkhadem a déclaré dimanche que son pays

souhaite l'organisation d'un référendum d'autodétermination devant permettre au peuple sahraoui de choisir librement son futur.

Répondant à une question relative à la position de son parti sur le conflit du Sahara Occidental, posée par des activistes des droits de l'homme libanais prenant part à une rencontre sur "le droit des peuples à la résistance", M. Belkhadem a précisé : "nous souhaitons l'organisation d'un référendum, si le peuple sahraoui veut devenir marocain, qu'il le devienne; s'il veut vivre dans le cadre d'un régime d'autonomie, qu'il le choisisse ; s'il veut l'indépendance, qu'il l'aie ; nous respecterons les résultats quels qu'ils soient".

"L'Algérie n'a jamais eu d'ambition territoriale ni au Maroc ni au Sahara occidental", a indiqué le SG du FLN, Abdelaziz Belkhadem, appelant les deux parties en conflit, le Maroc et le Front Polisario, à organiser un référendum d'autodétermination, tout en promettant que "l'Algérie respecterait les résultats quels qu'ils soient".

"L'Algérie n'a pas le droit d'exercer une tutelle sur les Sahraouis et je tiens à préciser que nous avons aucune tutelle sur eux", soutient-il, soulignant que son pays respectera toujours les décisions de l'ONU portant sur les frontières territoriales.

Le président de la République nomme un nouveau wali de Smara

Chahid El Hafed, 28/09/2010 (SPS) Le président de la République, Mohamed Abdelaziz a nommé mardi, le nouveau gouverneur de la wilaya de Smara en la personne de M. Hama Mohamed Salem Elkory plus connu sous le nom "Hama Elbounia" en remplacement de M. Khatri Addouh qui a succédé au défunt Mahfoud Ali Beiba, à la présidence du Parlement sahraoui en juillet dernier, selon un communiqué de la présidence de la République.

M. ould Elbounia assumera également les charges de commissaire politique régional de la wilaya conformément à la législation en vigueur, a ajouté le communiqué parvenu à SPS.

Le nouveau wali de Smara avait auparavant occupé plusieurs postes au sein de l'organisation politique du Front Polisario. Député au Parlement et président du conseil populaire dans différentes dairas, dont la plus récente est la de Farsia à Smara, rappelle-t-on.

L'Algérie réaffirme que le processus de la décolonisation du Sahara occidental est confronté à de "sérieux" obstacles



New York, 28/09/2010 (SPS) Le ministre algérien des Affaires étrangères, M. Mourad Medelci a regretté lundi, qu'en dépit de l'importance du principe de l'autodétermination des peuples, par lequel la majorité des États membres à accédé à l'indépendance, ce principe connaît encore des obstacles au Sahara occidental.

Le président de la diplomatie algérienne qui s'exprimait lors de la réunion du Bureau de coordination du Mouvement des pays non-alignés, tenue en marge de la 65ème session de l'Assemblée générale de l'ONU, a averti des obstacles qui entravent la décolonisation du Sahara occidental, malgré les résolutions onusiennes qui appellent au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

"Les pays non-alignés ne peuvent que réaffirmer leur soutien au droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et doivent exhorter les Nations Unies et le Conseil de sécurité à la mise en œuvre des engagements de la communauté internationale en faveur de la décolonisation et la liberté des peuples, afin de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit universellement reconnu", a-t-il soutenu. (SPS)

Le président Bouteflika appelle la communauté internationale à assumer ses responsabilités envers le peuple du Sahara occidental



New York,
28/09/2010 (SPS) Le président algérien, M. Abdelaziz Bouteflika, a appelé lundi la communauté internationale à assumer sa responsabilité envers le peuple du Sahara occidental pour parvenir à une solution politique juste qui permettra à ce peuple d'exercer son droit "inaliénable" à

l'autodétermination au moyen d'un référendum.

"Il est indispensable que la communauté internationale assume sa pleine responsabilité envers le peuple du Sahara occidental, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations unies, afin de parvenir à une solution politique juste qui permettra au peuple du Sahara occidental d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination au moyen d'un référendum", a souligné le chef de l'Etat algérien dans un discours lu en son nom par le ministre des Affaires étrangères, M. Mourad Medelci, lors de la 65e session de l'Assemblée générale de l'ONU. Le président Bouteflika a affirmé que l'Algérie,

conformément à ses responsabilités et ses devoirs, "demeure disposée à apporter son plein soutien aux efforts de l'ONU visant à résoudre le conflit du Sahara occidental".

"C'est pourquoi, a-t-il poursuivi, nous réitérons notre soutien à la mission et aux efforts de l'Envoyé spécial, Christopher Ross, ainsi que notre attachement à la dimension des droits de l'homme et à la nécessité de sa prise en charge par le Conseil des droits de l'homme et les mécanismes universels en la matière".

Le président de la République a fait remarquer que la lutte contre l'impunité et les violations des droits humains est "devenue un acquis irréversible pour la communauté internationale".

"Mais, faut-il encore qu'elle s'inscrive dans une approche globale qui n'entrave pas tout processus de résolution politique des crises et conflits dans le monde et ni ne contrarie les efforts régionaux et internationaux en la matière et ce, conformément à la Charte des Nations unies", a-t-il ajouté.

Le Mozambique réaffirme son soutien au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination

New York (Nations unies) 28/09/2010 (SPS) Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Mozambique, M. Palau Uldimiro Marques, a réaffirmé, lundi, le soutien de son pays au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination lors de son discours à la 65ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York.

Le ministre a souligné que également que son pays "soutient les efforts de la communauté internationale visant à trouver une solution juste et durable à la question du Sahara occidental".

De nombreux pays du monde ont renouvelé leur soutien au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance au cours de cette session de l'AG de l'Onu qui se tient du 23 au 30 décembre.

Dans leurs déclarations différentes interventions, ces pays ont appelé la communauté internationale à assumer des responsabilités pleines et entières envers le peuple sahraoui en lui permettant d'exercer son droit légitime à un plébiscite juste et impartial, sous les auspices des Nations Unies.

Plusieurs pays renouvellent leur solidarité avec le peuple sahraoui pour construire un propre pays indépendant



New York
(Nations unies)
28/09/2010
010
(SPS)
Plusieurs pays ont renouvelé leur solidarité avec le

peuple sahraoui pour construire un propre pays indépendant devant les chefs d'Etat et de Gouvernement présents à la session 65ème de l'Assemblée générale des Nations Unies.

C'est le cas notamment du ministre des Affaires étrangères du Nicaragua, M. Samuel Santos Alnikargoi Lopez, qui a exprimé, lundi à New York, la solidarité de son pays avec la lutte du peuple sahraoui tendant à "bâtir son Etat indépendant, la République arabe sahraouie démocratique".

"Nous exprimons notre solidarité avec la lutte du peuple de la République arabe sahraouie démocratique afin de construire un Etat indépendant", a déclaré le chef de la diplomatie du Nicaragua

De son côté, le Royaume du Lesotho a exprimé, sur la même tribune, sa "profonde préoccupation face à l'injustice continue et le colonialisme du Sahara occidental".

Pour le premier ministre du Royaume du Lesotho M. Pakalitha Mosisili "la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies envers le peuple sahraoui, qui souffrent encore de l'injustice, de l'humiliation, demeure entière tant qu'il n'aura pas exercé son droit à l'autodétermination".

"Il n'y aura pas de paix durable dans le monde, sans la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous", a-t-il martelé, dénonçant "la persistance des violations des droits dans le silence de la communauté internationale".

La Tanzanie pour sa part a renouvelé son ferme soutien à l'autodétermination du peuple sahraoui, appelant la "la communauté internationale à accélérer le processus de décolonisation en donnant le dernier mot au peuple sahraoui à travers un référendum d'autodétermination."

Le nouveau Premier ministre de la République de Tanzanie M. Pinda Meznko, qui s'exprimait du haut de la tribune de la 65ème session de l'AG de l'ONU, a exprimé la préoccupation de son pays pour les souffrances du peuple sahraoui depuis 1975, appelant à mettre fin à l'impasse actuelle dans le processus de décolonisation.

Le président de la Commission chilienne des droits de l'homme en visite travail à la RASD

Chahid El Hafed, 29/09/2010 (SPS) Le Président de la Commission des droits de l'homme du Chili, Gonzalo Taborga est arrivé mercredi aux camps de réfugiés sahraouis, dans le cadre d'une visite de travail de trois jours, a-t-on indiqué de source proche de la direction du protocole sahraoui.

M. Taborga visitera durant son séjour à la RASD, quelques institutions de la RASD et les territoires libérés sahraouis et s'entretiendra avec des responsables de la direction du Front Polisario et de la RASD.

Il animera également une conférence au siège de l'association des familles des détenus et disparus sahraouis (Afapredesa) avant de se rendre au mur de la honte érigé par les forces marocaines au Sahara occidental et qui divise ce territoire et son peuple en deux parties, selon la même source.

La Commission chilienne des droits de l'homme a été créée en 1978 à l'époque du dictateur Pinochet. Elle est la première à adopter une résolution condamnant les violations des droits de l'homme au Chili, et à jouer un grand rôle dans la publication des pratiques inhumaines Pinochet, ainsi qu'au sein de la campagne internationale contre ce dictateur, rappelle-t-on.

Elle est liée par des relations avec le Front Polisario depuis le début des années 80, sachant qu'elle avait adopté la première recommandation condamnant les violations des droits humains dans les territoires occupés du Sahara occidental et qui a été approuvée par le parlement chilien en mars dernier.

Le Parti travailliste britannique réitère son soutien au droit à l'autodétermination du peuple sahraoui

Manchester, 30/09/2010 (SPS) Le député du Parti travailliste britannique, Mike Gips, a réitéré son soutien aux efforts des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental pour permettre au peuple sahraoui de décider de son avenir, a-t-on appris jeudi de source proche de la représentation du Front Polisario en Grande-Bretagne.

M. Mike a fait ces déclarations au cours d'un atelier consacré à la position du parti sur les questions internationales en marge du congrès annuel du parti qui

s'est tenu à Manchester, a indiqué la même source.

Par ailleurs, une délégation sahraouie a participé à ce congrès du Parti travailliste britannique, qui a élu Edward Samuel Miliband, comme nouveau chef du parti.

La délégation sahraouie a informé les participants des violations systématiques des droits de l'homme infligées par les autorités marocaines à l'encontre des civils sahraouis dans les territoires occupés du Sahara Occidental.

Agression marocaine contre des observateurs internationaux à la ville occupée d'El Aaiun

El Aaiun (territoires occupés) 30/09/2010 (SPS) Les autorités marocaines ont procédé mercredi, à l'aéroport d'El Aaiun, à une agression contre des observateurs internationaux et des activistes sahraouis des droits humains sahraouis, de retour d'Alger où ils avaient participé à une conférence internationale sur le droit des peuples à la résistance, "cas du peuple sahraoui", a-t-on appris auprès du ministère des territoires occupés et des communautés.

Les forces de répression marocaines ont torturé "sauvagement" les observateurs internationaux, dont les Espagnols, Carmelo Ramirez, conseiller municipal à Las Palmas de Gran Canaria, Mme "Maity" membre du Parti de la gauche unie de la région de Cantabrie, l'acteur, Willy Toledo, qui a subi une fracture au niveau de sa main droite et confisqué de son téléphone cellulaire.

Un autre observateur international de l'Uruguay, José Morales, a été lui aussi tabassé, a ajouté la même source.

Du côté sahraoui, le défenseur sahraoui des droits humains, Mohamed Mayara a été également battu par les forces de répression marocaines, souffrant de blessures au niveau du visage, alors que la militante, Sultana Khaya a été elle aussi blessé par un coup de couteau et d'une "injection" sur sa jambe droite, selon la même source.

Un autre défenseur sahraoui des droits humains et ancien prisonnier politique, El Mami Amar Salem, a été arrêté par la police marocaine et interrogé pendant plusieurs heures avant d'être libérés, a indiqué la même source.

Le domicile du défenseur sahraoui des droits de l'homme des droits de l'homme, Sidi Mohamed Daddach a été assiégé par des déploiements des agents de la police marocaine, en raison du rassemblement d'un groupe d'observateurs internationaux et des citoyens sahraouis pour accueillir la délégation de droits de l'homme qui revenaient d'Alger, a conclu la même source. (SPS)

Une ONG sahraouie appelle à permettre aux réfugiés sahraouis de bénéficier des ressources naturelles du Sahara occidental

Cordoba, 30/09/2010 (SPS) Le président du Croissant rouge sahraoui (CRS), Bouhoubeini Yahya Bouhoubeini, a demandé jeudi à l'Organisation des Nations Unies la création d'un mécanisme "devant permettre aux réfugiés sahraouis de profiter des richesses du Sahara occidental et de ses ressources naturelles actuellement exploitées de façon illégale par le Maroc"

Dans une déclaration à l'agence de presse espagnole, Efe, le président du CRS a indiqué que "la situation des camps de réfugiés sahraouis demeure oubliée par les grandes puissances et les médias".

"La solution de ce conflit qui a duré 35 ans, dépend de la volonté des parties, et en particulier la partie marocaine", a estimé, M. Bouhoubeini, exhortant la communauté internationale à faire pression sur le Maroc à permettre au peuple sahraoui de choisir son destin par la voie d'un référendum sous les auspices de l'ONU.

Une conférence internationale de soutien au peuple sahraoui prochainement à Florence

Rome, 30/09/2010 (SPS) Une conférence internationale réunissant les représentants des pays qui reconnaissent la République arabe sahraouie démocratique (RASD), se tiendra le 9 octobre prochain à Florence, a-t-on appris jeudi auprès des organisateurs.

Au cours de cette rencontre, il s'agira de relancer l'attention de l'opinion internationale sur la juste cause du peuple sahraoui, a déclaré le président de la région de Florence, Andrea Barducci, dénonçant la persistance du "mur de la honte" érigé par l'occupant marocain pour séparer le Sahara occidental en deux parties.

M. Barducci qui a appelé à la "destruction" de ce mur, a estimé "essentiel" que le gouvernement italien fasse "un pas de plus", en direction du peuple sahraoui. Il a appelé que le mur marocain ou "mur de la honte" est un ensemble de huit remparts d'une longueur de 2,720 km construit par le Maroc au Sahara occidental.

Il s'agit d'une zone militaire avec des bunkers, des tranchées et des champs de mines, construit avec l'objectif de protéger le territoire occupé par le Maroc. Nous devons nous efforcer d'e détruire ce mur", a-t-il souligné.

Il a indiqué en outre que "nous devons briser l'intransigeance du Maroc", qui refuse au peuple sahraoui le droit à l'autodétermination pourtant reconnu par les Nations unies.

Au cours de cette rencontre, les enfants sahraouis réfugiés ne seront pas oubliés, selon la responsable de la culture au niveau de la région de Florence, Carla Fracci, qui est également, ambassadeur de bonne volonté de la FAO, Il faudrait lancer des actions en leur faveur, à travers la diffusion d'une vidéo relatant leur vie dans les camps des réfugiés.

"Je suis très heureuse de contribuer à faire entendre à la cause sahraouie même si cela ne suffit pas nous avons tous un devoir moral de participer à cette lutte, pour que ces enfants aient un avenir différent et pouvoir vivre dans leur pays et y grandir", a-t-elle dit.

Abdelaziz dénonce auprès de l'ONU "la violence et l'agressivité" contre Espagnols et Sahraoui à El Aaiun



Chahid El Hafed, 30/09/2010 (SPS) Le président sahraoui, Mohamed Abdelaziz, a dénoncé, mercredi auprès de l'ONU, "la violence et l'agressivité" de la police marocaine contre un groupe d'Espagnols et de Sahraouis à l'aéroport d'El Aaiun, estimant que

c'est un nouveau exemple édifiant sur "la poursuite de la terreur" par le Maroc au Sahara Occidental.

Dans une lettre au Secrétaire général, Ban Ki-Moon, Abdelaziz indique que des observateurs internationaux et un groupe de 24 militants sahraouis des droits humains au retour d'une conférence internationale à Alger ont subi la "violence par des policiers qui étaient en attente à l'aéroport".

A titre d'exemple, il a indiqué que l'acteur espagnol Guillermo Toledo a été blessé au doigt et a été traîné sur le sol par la police, tandis que le conseiller de la Coopération du Cabildo de Gran Canaria, Carmelo Ramirez, a été "harcelé et persécuté".

Les observateurs internationaux s'étaient rendu à El Aaiun lundi dernier avec un premier groupe de militants sahraouis de retour d'Alger pour servir de "boucliers humains" contre d'éventuelles représailles marocaines.

"Les autorités d'occupation marocaines persistent dans leurs pratiques de répression et de violations massives des droits de l'homme, et continuent de plus belle les menaces et autres intimidations affirmées dans le discours du roi du Maroc le 6 Novembre 2009, caractérisé par le chauvinisme et l'hostilité", a-t-il ajouté.

L'acteur Toledo a rapporté mercredi que les observateurs internationaux et des militants sahraouis ont été attaqués à l'aéroport de El Aaiun à l'arrivée du deuxième groupe d'activistes de retour d'Alger et que plusieurs policiers "en uniforme et en civil", avec une supériorité numérique écrasante, se sont jetés sur lui, le rouant de coups de pied quand il a sorti son téléphone portable pour enregistrer l'arrivée.

"Devant cette énième aggravation, le Front Polisario rappelle une nouvelle fois de plus l'urgence nécessaire de doter la MINURSO, des prérogatives pour assurer protection des droits de l'homme dans les territoires occupés", a alerté le président sahraoui.

Enfin, le Chef de l'Etat sahraoui a appelé à la libération immédiate du prisonnier politique Mohamed Yahia Iza Hafed et de tous les prisonniers politiques sahraouis, de révéler le sort de plus de 500 civils disparus et 151 prisonniers de guerre sahraouis détenus par l'Etat marocain. (SPS)

Des blessés dont des observateurs étrangers au cours d'une intervention "brutale" de la police marocaine à El Aaiun

El Aaiun (territoires occupés), 30/09/2010 (SPS) Une intervention "brutale" de la police marocaine a fait plusieurs victimes parmi les militants sahraouis des droits de l'homme et les observateurs internationaux, dont, le conseiller municipal à Las Palmas de Gran Canaria, Carmelo Ramirez et l'acteur espagnol Willy Toledo, selon des témoins oculaires à El Aaiun.

Les observateurs internationaux se trouvaient à l'aéroport d'El Aaiun, la capitale occupée du Sahara occidental, afin d'assurer l'intégrité d'un groupe de 25 défenseurs sahraouis des droits de l'homme en provenance d'Alger après avoir assisté à une conférence internationale sur le droit des peuples à la résistance, cas du Sahara occidental, organisée la semaine dernière à Alger.

L'intervention des forces d'occupation marocaine a également fait plusieurs blessés parmi les Sahraouis venus accueillir les membres de la délégation.

L'acteur Willy Toledo souffre d'une fracture au doigt et d'autres blessures sur différentes parties de son corps à la suite des coups dont il a été roués, alors que le militant des droits humains, Mohamed Mayara, souffre également des lésions graves sur le visage.

L'activiste sahraoui, [Sultana Khaya](#), amputé de son œil droit par un agent de la police marocaine après une participation à un sit-in des étudiants sahraouis à l'Université de Marrakech en mai 2007, a été elle aussi blessée et injectée d'une substance inconnue, selon la même source.

Après avoir quitté l'aéroport, des militants des droits humains, des dizaines de civils sahraouis et les huit observateurs internationaux, se sont dirigés vers la ville d'El Aaiun sous une "haute surveillance de plus de deux cents policiers marocains".

Il est à rappeler que ce groupe des militants sahraouis des droits humains est le deuxième groupe de la délégation

de 72 militants sahraouis des droits humains ayant participé à la conférence d'Alger. (SPS)

Les maisons d'activistes sahraouis à El Aaiun assiégées

El Aaiun (territoires occupés), 01/10/2010 (SPS) Les maisons des activistes sahraouis des droits humains à El Aaiun ont été littéralement assiégées pour empêcher des réceptions populaires traditionnellement organisées au retour de leurs compatriotes et en l'honneur des observateurs étrangers qui les accompagnent, a constaté le correspondant de la SPS.

Toutes les rues qui mènent à ces maisons ont été bouclées et un hélicoptère tournoie autour du quartier pour renseigner sur le mouvement des populations qui n'a cependant pas été empêchée d'organiser un sit-in devant la maison de M. Sidi Mohamed Lemjeid où était réceptionné un groupe des activistes sahraouis de droits humains récemment venus d'Alger où il ont participé à une conférence internationale sur le droits du peuple sahraoui à la résistance.

Les forces de sécurité marocaines avaient fait mercredi usage de la force contre des observateurs internationaux et des activistes sahraouis des droits humains sahraouis, dont les Espagnols, Carmelo Ramirez, conseiller municipal à Las Palmas de Gran canaria, Mme Maity membre du Parti de la gauche unie de la région de Cantabrie, l'observateur international de l'Uruguay, José Morales et l'acteur, Willy Toledo, qui a subi une fracture au niveau de sa main droite et s'est vu confisquer son téléphone cellulaire alors qu'il tentait de prendre des photos.

Le défenseur sahraoui des droits humains, Mohamed Mayara a été également battu par les forces de sécurité marocaines et souffre de blessures au visage alors que la militante, Sultana Khaya, a été elle aussi blessée par un objet contondant, probablement une "injection" sur sa jambe droite, qui a lui occasionné des douleurs aiguës.

Un autre défenseur sahraoui des droits humains et ancien prisonnier politique, El Mami Amar Salem, a été arrêté par la police marocaine et interrogé tandis que le domicile du défenseur sahraoui des droits de l'homme, Sidi Mohamed Deddech a été assiégé par des déploiements des agents de la police marocaine, en raison du rassemblement d'un groupe d'observateurs internationaux et des citoyens sahraouis pour accueillir la délégation de droits de l'homme qui revenaient d'Alger.

Le Président sahraoui prend à Abuja part aux festivités marquant le 50ème anniversaire de l'indépendance du Nigeria



Abuja, 01/10/2010 (SPS) - Le Président sahraoui, Mohamed Abdelaziz, a pris part vendredi à Abuja aux festivités marquant le 50ème anniversaire de l'indépendance du Nigeria, sur invitation de son homologue nigérian, Goodluck Jonathan, aux côtés de plus d'une quarantaine de Chefs d'Etats et de délégations de différents pays, a-t-on appris de source officielle sahraouie.

L'événement qui s'est déroulé à la place "Eagle Square" d'Abuja a été marqué par

un impressionnant défilé des différentes unités des corps d'armée (air, terre et mer), qui a culminé par un déjeuner au palais présidentiel en l'honneur des chefs d'Etat et de délégations participant à cet anniversaire.

Auparavant, le président Mohamed Abdelaziz, avait assisté jeudi à des spectacles et concerts et autres feux d'artifice qui ont enflammé la foule du Nigeria et illuminé le ciel d'Abuja, en cette occasion mémorable.

En marge de ces festivités, le chef de l'Etat a eu des rencontres avec plusieurs de ses homologues chefs d'Etat et chefs des délégations notamment le Président de la Zambie, Rupiah Banda, du Rwanda, Paul Kagame, t de la Namibie, Hage Geingob, le Président de l'Assemblée nationale de l'Algérie, Abdelkader Ben Saleh, le ministre des Affaires étrangères d'Afrique du Sud, Mayit Onquii Mashabane, et les anciens présidents, de l'Afrique du Sud, Thabo Mbeki, et de la Namibie, Sam Nujoma

Le Président sahraoui était arrivé jeudi à Abuja en compagnie d'une délégation comprenant notamment le ministre délégué auprès du MAE, chargé des Affaires africaines, Mohammed Yeslem Beissat,, le Conseiller à la Présidence Abdati Beika, l'ambassadeur sahraoui au Nigeria, Ubbi Bechir et son premier secrétaire, Ihab Ali Salem, rappelle-t-on.

Le président de la République entame une visite à la région autonome de Castilla y León

Castilla y León (Espagne), 02/10/2010 (SPS) Le président de la République, Mohamed Abdelaziz est arrivé samedi à Valladolid, capitale de la région autonome de Castilla y León (Espagne), dans le cadre d'une visite officielle à l'invitation du président du gouvernement de cette région, Juan Vicente Herrera Campo, a-t-on appris de source proche de la délégation présidentielle.



M. Abdelaziz s'entretiendra avec le président Juan Vicente Herrera, afin de l'informer des derniers développements de la question du Sahara occidental et exprimer ses remerciements et sa gratitude au parlement régional, à la société civile, aux associations solidaires avec le peuple sahraoui et à la population de Castilla y León pour la solidarité et la coopération au profit des réfugiés sahraouis depuis de nombreuses années.

Pendant son séjour, le président de la République visitera également des institutions espagnoles dans cette région autonome et saisira l'occasion pour rencontrer les responsables et les représentants de la société civile et du mouvement de solidarité avec la cause sahraoui.

Le président sahraoui et la délégation qui l'accompagne dans cette visite la deuxième du genre depuis 2006 dans cette région par le conseiller du gouvernement régional de Castilla y León, Cesar Antonio Beltran.

La délégation est composée des membres du Secrétariat national (SN) du Front Polisario, Salek Baba Hassana, Fatma El Mehdi et Bouchraya Hamoudi Beyoun, respectivement : ministre de la coopération, SG de l'Union nationale des femmes sahraouies et représentant du Front Polisario en Espagne, ainsi que Abdalahi Elarbi, représentant du Polisario à Castilla Leon accompagné de ses collaborateurs.

Adoption à Paris d'une "plate-forme de solidarité" avec le peuple sahraoui

Paris, 02/10/2010 (SPS) Une "plate-forme de solidarité" avec le peuple sahraoui a été adoptée samedi après-midi à Paris en présence de la représentation du Front Polisario en France et des représentants d'institutions et d'ONG françaises de solidarité internationale, de promotion et de défense des droits de l'homme.

Cette plate-forme, soutenue par une charte fondatrice, vise essentiellement à "accroître l'efficacité des actions des ONG françaises en direction du peuple sahraoui, tout en respectant la spécificité et l'autonomie de chacun, ainsi qu'à renforcer la solidarité existante en France en menant des actions ou en s'y associant", a indiqué le représentant à Paris du Front Polisario, Omar Mansour.

Elle associe des membres adhérents et d'autres observateurs, et regroupe des institutions, des associations de solidarité internationale, des associations de défense des droits de l'homme, des mouvements d'éducation populaire et des collectifs d'associations adhérant à la charte fondatrice de la plate-forme.

Les initiateurs du mouvement veillent aussi au respect des droits des peuples de disposer d'eux-mêmes et des valeurs de démocratie et de respect des libertés fondamentales.

Au plan de l'action, ils envisagent, selon M. Mansour, une intervention auprès des autorités françaises, européennes et internationales "afin qu'elles prennent mieux en compte les aspirations du peuple sahraoui à recouvrer ses droits légitimes conformément à la légalité internationale".

Une intervention est aussi envisagée auprès du Conseil de Sécurité de l'ONU pour la mise en place d'un "mécanisme spécifique" pour la "surveillance du respect des droits de l'homme au Sahara Occidental".

M. Mansour a rappelé, à cette occasion, que la charte fondatrice de cette plate-forme s'inscrit dans la "suite logique des espoirs nés après l'accord conclu en 1991 entre le Maroc et le Front Polisario sous l'égide des Nations unies qui prévoyait un cessez-le-feu et un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui", regrettant que "près de vingt ans après, cet accord n'est toujours pas appliqué".

L'adoption de la plate-forme intervient à la veille de la tenue de la 36ème Conférence européenne de coordination du soutien au peuple sahraoui (EUCOCO 2010), prévue les 29, 30 et 31 octobre au Mans, dans le département de la Sarthe.

Cette ville, située à 200 km au sud-ouest de Paris, est jumelée depuis 1882 avec celle de Houza, première ville du Sahara occidental libérée en 1979. En préambule à ces assises, une conférence est prévue le 28 octobre à l'Assemblée nationale et devant, notamment, porter sur le thème de la "Décolonisation du Sahara occidental: responsabilité des Nations unies et rôle de la France".

Un acteur espagnol accuse le Gouvernement Zapatero d'être complice du "terrorisme d'état" exercé par el Maroc au Sahara occidental



Tenerife (archipel des Canaries), 02/10/2010 (SPS) l'acteur espagnol, Willy Toledo, a accusé le Gouvernement Zapatero d'être complice et collaborateur nécessaire de "terrorisme d'état" exercé par el Maroc au Sahara occidental, dans une conférence de presse qu'il a tenu vendredi à Tenerife au retour d'une escale à El Aaiun où il été sauvagement

violenté par les forces d'occupation marocaines.

"Le Gouvernement espagnol est complice et collaborateur nécessaire du terrorisme d'état qui est exercé contre nos frères sahraouis", a dit M. Toledo qui a été agressé dans la capitale sahraouie aux côtés de sept autres observateurs internationaux ayant accompagné un groupe de 24 activistes sahraouis de droits de retour d'une conférence internationale tenue à Alger sous le thème "droit des peuples à la résistance : cas du peuple sahraoui"

"Au Sahara occidental il est en train de se produire le plus méprisable de terrorisme d'Etat. Les pays qui abritent ou occultent ces attitudes du gouvernement marocain sont des partenaires complices ou nécessaires de terrorisme d'Etat", s'est indigné M. Toledo, qui souffre d'une fracture à la main lors de cette intervention brutale de la police marocaine à l'aéroport de la capitale sahraouie occupée.

L'acteur espagnol a en outre relaté sa participation à une marche silencieuse aux côtés d'une centaine de Sahraouis, la bouche recouverte d'un ruban. Une attitude qui "a laissé perplexe la police", précisant qu'il s'agit d'une "nouvelle méthode de lutte qui a donné ses fruits". Ce fut "un silence poignant qui a duré environ 30 minutes", a-t-il ajouté.

Pour M. Toledo, "c'était une victoire aussi bien la manifestation silencieuse ou l'entrée à El Aaiun de 73 militants sahraouis, en provenance d'Alger, qui indiquent sur leurs cartes d'entrée la nationalité sahraouie sans être nullement inquiétés par la police. C'est la plus grande victoire qu'ils ont obtenue ces jours-ci", s'est-il félicité.

L'acteur espagnol, qui a interprété plusieurs films de renommée nationale et internationale, a estimé que "le Maroc a perdu, il n'a plus rien à faire parce qu'il n'y a pas un seul pays qui appuie sa politique au Sahara occidental".

Désormais, selon Toledo, "il n'y a plus de retour en arrière, l'indépendance du Sahara occidental est acquise. Nous pouvons profiter de la fin du régime criminel du Maroc", a-t-il martelé.

Les forces de répression marocaines avaient auparavant agressé "sauvagement" mercredi dernier, des observateurs internationaux, dont les Espagnols, Carmelo Ramirez, conseiller municipal à Las Palmas de Gran Canaria, Mme "Maity" membre du Parti de la gauche unie de la région de Cantabre, et l'Uruguayen, José Morales, rappelle-t-on.